

Paris, le 18 février 2019

Les Echos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

Pourquoi tant de rage fiscale contre les classes moyennes ?



Laurent Wauquiez, président Républicains

LE CERCLE/TRIBUNE - Laurent Wauquiez, président des Républicains, déplore la trop forte pression fiscale exercée sur les classes moyennes.

Comme si de rien n'était, la taxe carbone est à nouveau promue dans les rangs de la majorité et du gouvernement. Plutôt que d'engager la réduction des dépenses publiques et de la fiscalité, la priorité serait donc de relancer les hausses de taxes qui ont déclenché la crise... Ce retour de la taxe carbone ne serait pas seulement une provocation, mais une faute politique. Pourquoi tant de hargne fiscale ?

Depuis quelques semaines, se joue en France un spectacle dont notre pays a acquis à travers les siècles un savoir-faire unique. L'inventivité fiscale ne semble trouver aucune limite : maintien de la taxe d'habitation pour certains ménages, taux supplémentaire d'impôt sur le revenu, réduction des crédits d'impôt pour les emplois à domicile, augmentation des droits de succession (pourtant déjà les plus élevés d'Europe), taxation de la vente des résidences principales...

Comment ne pas être frappé par cette absurdité : tenter de répondre à une crise née d'un ras-le-bol

fiscal par la création de nouveaux impôts ? C'est Ubu roi au royaume de Kafka.

Fardeau fiscal

En France, toute fiscalité nouvelle se drape des habits de la justice : il faut faire payer les « riches ». A ceci près qu'à l'arrivée ce sont toujours les classes moyennes qui payent. Le débat sur le maintien de la taxe d'habitation pour les ménages les plus riches suffit à le démontrer. De qui parlons-nous ? De couples gagnant chacun 2.000 euros par mois...

On écoeure ceux qui font pourtant la solidité de la nation.

Le résultat de cette rage fiscale est de concentrer le fardeau fiscal chaque fois un peu plus sur les classes moyennes, sans comprendre que tout le problème du pays est précisément là. On écoeure ceux qui font pourtant la solidité de la nation.

Les classes moyennes. Celles qui furent touchées par les hausses de taxes sur l'énergie, par la fiscalité sur les PEL, par la mise en cause de notre politique familiale, par une hausse de CSG frappant des millions de retraités... Celles sur qui repose un système social parmi les plus généreux du monde mais aveugle aux dérives de l'assistanat. Celles qui sont trop aisées pour bénéficier des aides, mais pas assez pour acquitter tous les impôts qu'on leur demande. Comment pourrait-il en être autrement alors que la France atteint un niveau historique de prélèvements obligatoires, l'OCDE confirmant qu'aucun autre pays n'en a autant ?

Dépense publique

Cette posture de Robin des Bois cache une réalité : le roi a besoin d'argent. Il a dépensé en un soir plus de 10 milliards d'euros pour seulement ouvrir le débat, même pas pour le clore. Comme l'a rappelé la Cour des comptes, tous les voyants budgétaires sont au rouge. La France aura cette année, et pour la première fois, le déficit public le plus élevé de tous les pays de la zone euro. Cela peut sembler invraisemblable, mais Emmanuel Macron dépense plus que François Hollande.

Exigeons du gouvernement qu'il se montre aussi créatif pour s'attaquer à l'obésité de notre dépense publique ! Car là réside le péché originel de ce quinquennat : ne pas avoir eu le courage de la réduire. Pour répondre à une crise déclenchée par des hausses de taxes, Emmanuel Macron s'est enfermé dans un piège budgétaire : distribuer du pouvoir d'achat financé par le déficit, c'est-à-dire les impôts de demain. La surenchère fiscale s'explique facilement, car il faut bien trouver l'argent qu'il ne parvient pas à économiser.

Pour sortir de l'ornière, fixons-nous trois principes clairs : réduisons drastiquement le gaspillage de l'argent public, nos propositions détaillées étant à la disposition du gouvernement ; notre niveau de prélèvements obligatoires nous interdit toute autre action que de les baisser ; préservons dans toutes nos politiques ceux qui font tenir l'économie comme la démocratie : les classes moyennes.

Trois principes pour écarter ces trois maux que Benjamin Constant pointa dans ses « Principes de politique » : « L'excès des impôts conduit à la subversion de la justice, à la détérioration de la morale, à la destruction de la liberté individuelle. »

Laurent Wauquiez est président des Républicains.